



## Discret, petit et presque invisible, il permet de prévenir des proches en cas d'agression

### Un bouton d'urgence en cas de violences

Mon Shérif. Le terme peut paraître un peu caricatural, mais il peut sauver une vie. Les membres du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), et notamment du comité Violence intrafamiliale (VIF), ont découvert ce Shérif pas comme les autres.

Il est discret, petit et presque invisible. « Si on ne sait pas qu'on l'a sur soi, personne ne peut s'en douter », affirme Dominique Brogi.

La conceptrice de ce bouton d'urgence a fait une démonstration. Elle l'a glissé sous son chemisier. Une petite pression dessus signifie « Je vais bien ». Deux clics, « Je suis en danger ». Un clic long, il enregistre. Le geste se fait naturellement et en toute discrétion. Le système fonctionne avec une application sur téléphone portable et immédiatement cinq personnes de son choix sont prévenues par SMS. L'utilisateur est géolocalisé et les secours peuvent être déclenchés.

« Si on a fait le choix de ne pas prévenir la police ou les pompiers, c'est que l'on tombe sur une plateforme. Dans la panique, on ne peut pas parler et prendre son téléphone. » Ce bouton d'urgence a été créé

surtout pour les cas d'agression. « Sur les cinq personnes choisies, il y en aura une qui réagira obligatoirement. »

Si les membres du comité VIF se penchent sur ce Shérif, c'est notamment pour les violences faites aux femmes. L'idée est de doter les femmes qui rencontrent ce genre de problème. L'Adavirs, l'association d'aide aux victimes, a déjà commencé.

Dans le Tonnerrois, la volonté annoncée est de le généraliser à plusieurs niveaux. Au centre social, au centre communal d'action sociale (CCAS) et à la mission locale, on regarde ce shérif d'un bon oeil. « Au moment des séparations, les situations se tendent et on a des femmes qui ont peur », note Christine Burtin-Lauthe. C'est aussi une façon de rassurer. « Il pourrait être utile dans les appartements d'urgence », assure Jean Claude Castiglioni, conseiller municipal en charge du CCAS.